



Le pôle des Retraités de la Fonction Publique refuse que les retraités servent une fois encore de variable d'ajustement budgétaire

Le Premier Ministre vient d'annoncer que, contrairement à la règle, les pensions de retraite ne seraient revalorisées en 2019 et en 2020 que de 0,3% et non comme l'inflation qui repart à la hausse. On annonce aujourd'hui une inflation de 1,7% qui pourrait monter l'année prochaine à 2%. C'est un nouveau coup porté au pouvoir d'achat des retraités. Ils viennent pour beaucoup d'entre eux de subir l'augmentation de la CSG qui a amputé leur retraite de 1,7% (soit une augmentation de 25% !). Le report décidé l'année dernière de la date de revalorisation des pensions fait que, pour tous, l'année 2018 sera une année blanche.

Ce n'est pas un rabaillage de leur pouvoir d'achat mais une véritable amputation que subiront les retraités. Sur trois ans cette amputation de pouvoir d'achat peut être estimée entre 6 et 8%.

Les retraités ressentent cette politique comme une véritable déclaration de guerre. Qu'il s'agisse de la CSG ou de la non revalorisation des pensions, l'argument qui leur est opposé est l'arbitrage fait en faveur des actifs. Cette opposition entre actifs et inactifs leur est insupportable. Ils rappellent que leur retraite n'est pas une prestation sociale faisant appel à la solidarité de tous les contribuables. Elle fait suite à une longue activité pendant laquelle ils n'ont ménagé ni leur temps ni leur peine et qu'ils ont cotisé, confiant dans notre système de répartition, pour s'assurer une pension méritée. C'est ce pacte social qui est aujourd'hui remis en cause. Ils refusent par ailleurs d'être considérés comme des inactifs alors qu'ils se consacrent très largement au soutien de leurs enfants et petits-enfants, voire de leurs parents, et que nombre d'entre eux jouent un rôle important dans la société civile. Bénévolat et engagement citoyen sont pour beaucoup leur quotidien.

Le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure de la colère qu'il a suscitée.

Le candidat Emmanuel Macron avait dit qu'il maintiendrait le niveau de vie des retraités. Ceux-ci, année après année, subissent des décisions qui vont en sens contraire : gel des retraites, cotisation à la CASA, quasi suppression de la demie part fiscale des veuves et veufs, fiscalisation de la majoration pour enfants... Ils se sentent aujourd'hui floués.

Comment faire confiance dans ces conditions aux initiatives de ce gouvernement ? Comment ne pas imaginer que la réforme des retraites, en chantier, a pour seul objectif de rabailler encore le pouvoir d'achat des retraités, poussant ainsi un nombre encore plus important d'entre eux au seuil de la pauvreté ? Comment ne pas être tenté de voir derrière les annonces faites sur les pensions de réversion une volonté d'en réduire le coût et donc l'aide qu'elle apporte aujourd'hui à ses bénéficiaires ? Comment les retraités de la Fonction Publique ne se méfieraient-ils pas des intentions de ce gouvernement à leur égard, quand ils constatent le peu de considération qu'il accorde à leurs collègues en activité au service de la nation ?

Les retraités considèrent l'attitude des pouvoirs publics actuels comme méprisante à leur égard.

C'est pourquoi le Pôle des Retraités de la Fonction Publique appelle l'ensemble des retraités à participer aux manifestations du 18 octobre 2018 dans toute la France.